



<div data-bbox="377 268 879 416"> <p>Envoyé en préfecture le 26/02/2025</p> <p>Reçu en préfecture le 26/02/2025</p> <p>Publié le</p> <p>ID : 083-218300317-20250225-D_2025_FIN_04-AR</p> </div> <div data-bbox="495 427 741 618">  </div>	<div data-bbox="1009 120 1318 241"> <p>REPUBLIQUE FRANÇAISE LIBERTE, EGALITE, FRATERNITE DEPARTEMENT DU VAR ARRONDISSEMENT DE BRIGNOLES</p> </div> <div data-bbox="1094 241 1219 416">  </div> <div data-bbox="1094 416 1227 465"> <p><b>LE CANNET DES MAURES</b></p> </div> <div data-bbox="953 488 1382 584"> <p>Décision JLL/MA/EG/FIN 2025-04</p> </div> <div data-bbox="953 584 1382 665"> <p>Nomenclature 3.3.2</p> </div>
--	---

# DECISION DU MAIRE

**LE MAIRE,**

*Vu l'article L 2112-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;*

*Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 23 septembre 2020 portant délégation du Conseil Municipal à Monsieur le Maire.*

**Considérant** que la commune possède un logement situé Parc Pellegrin – Aile A attenant à la mairie, 83340 Le Cannet des Maures; que ce logement meublé est au 1<sup>er</sup> étage et comprend une pièce à vivre coin cuisine, une chambre et une salle de bain et WC, d'une superficie totale de 42 m<sup>2</sup>.

**Considérant** que ce logement est libre d'occupation et que la commune est soucieuse d'accompagner au mieux les Cannétois en situation difficile.

## DECIDE

- ✓ **DE CONCLURE** un contrat de location avec Mme [REDACTED], née le [REDACTED] pour 6 ans à compter du 01 mars 2025 pour un loyer mensuel de 350 € et des charges mensuelles de 30 € (révision annuelle selon l'indice de référence des loyers).

Le Cannet des Maures, le 25 février 2025

Le Maire  
Jean-Luc LONGOUR  
 **Le Maire,  
Jean-Luc LONGOUR**

**Délais et voies de recours:** La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Toulon 5, rue Racine, 83000 Toulon, via l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.